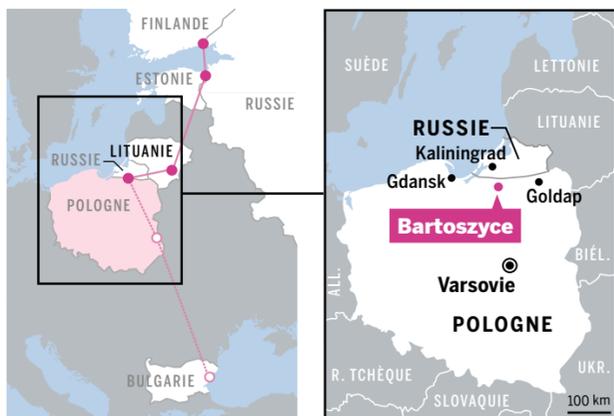


A l'est, du nouveau 4/6 Voyage le long de la frontière orientale de l'UE. Aujourd'hui, la Pologne

Petits mouvements frontaliers autour de Kaliningrad



Bartoszyce, Bezledy et Goldap (Pologne)
Envoyé spécial

Lorsqu'ils décrivent leur région de Varmie-Mazurie, à la frontière nord de la Pologne, ses habitants commencent invariablement par cette précision : « Personne n'est vraiment d'ici. » Aucune famille, ou presque, n'est enracinée depuis plus de soixante-dix ans dans cette ancienne partie de la Prusse-Orientale, si longtemps peuplée d'Allemands, avant leur expulsion, à la fin de la seconde guerre mondiale. Depuis 1946, des résidents de substitution ont comblé le vide, de gré, pour les Polonais, ou de force, pour les 56 000 Ukrainiens du sud-est du pays, brutalement déportés ici dans le cadre de l'opération Vistule.

Ces populations récentes sont séparées d'autres nouveaux arrivants par une frontière rectiligne, comme décidée par un coup de hache. De l'autre côté s'étend, sur un territoire équivalent à trois départements français, l'enclave de Kaliningrad, l'ancienne Königsberg : un fragment de Russie, un vestige de guerre froide, hérissé de missiles et défendu par une flotte

puissante, coincé au milieu de l'Union européenne, entre Pologne et Lituanie. Toutes les nationalités de l'ancien empire soviétique avaient été incitées à s'installer là, à la place des Allemands, dans ce qui reste, encore aujourd'hui, au dire des voisins polonais, une « URSS en miniature » d'un million d'habitants.

Longtemps, ces deux pans de l'ancienne Prusse-Orientale, dont tous les noms de lieux allemands ont été changés, sont restés étrangers l'un à l'autre. « C'est presque amusant quand on y pense, dit Miron Sycz, membre de la minorité ukrainienne locale élu au Parlement polonais, dans un café de Bartoszyce, à 15 km de la frontière. Au temps de la propagande communiste, nous étions présentés comme des pays frères et nous n'avions strictement aucun contact. Aujourd'hui, plus la Pologne s'éloigne de la Russie et plus les échanges s'intensifient. » L'ancien rideau de fer intérieur connaît même, depuis deux ans, une activité intense qui n'a plus rien à voir avec la glaciation d'antan.

Cette accélération est due à la signature, en 2012, d'un accord sur les « petits mouvements fronta-

liers ». Désormais, les Russes résidant dans l'enclave de Kaliningrad n'ont plus besoin de visa pour entrer dans l'UE. Avec un permis accordé pour deux années, moyennant 20 euros, ils ont le droit d'avancer dans la plus grande partie de la Varmie-Mazurie et en Poméranie, jusqu'au grand port de Gdansk.

« Depuis que cet accord est entré en vigueur, le nombre de passages a doublé », constate Justyna Szubstarska, membre des gardes-frontières polonaises, au poste de contrôle de Bezledy qui fait face au village russe de Bagrationovsk, beaucoup plus connu en France sous son ancien nom allemand d'Eylau depuis que Napoléon y a livré bataille en 1807.

Depuis l'accord, l'aller-retour en Pologne est devenu si populaire à Kaliningrad qu'il a fait le succès de la chanson d'un groupe local, intitulée *Hello Biedronka, Hello Lidl*, en hommage ironique aux deux plus fameuses chaînes de supermarchés discount qui prospèrent près de la frontière. Sur le parking du Biedronka de Goldap, Vera, une institutrice d'Ozersk, range ses courses dans le coffre de sa voiture russe, en vantant les avantages des achats en Polo-

gne : « La nourriture est trois fois moins chère chez nous, et de bien meilleure qualité. »

Ces nouveaux commerces frontaliers ont, bien sûr, leur revers illégal. Tandis que leurs compatriotes se ravitaillent, les « fourmis », petits contrebandiers russes, tentent de profiter de leur permis pour intensifier le trafic de l'ambre et de cigarettes. Partout sur la

Depuis que les Russes de l'enclave de Kaliningrad peuvent venir en Pologne sans visa, « le nombre de passages a doublé »

frontière, les douaniers traquent les paquets de Jin Ling, seule marque au monde destinée uniquement au marché clandestin, produits par millions dans une usine de l'enclave.

L'afflux de visiteurs a ouvert les horizons de ce pays de lacs et de vallons. « Ici c'était la fin de la Pologne, le bout du pays avec plus rien derrière », explique Krzysztof Nalecz, le maire de Bartoszyce.

Maintenant, nous sommes un commencement, le premier village après la frontière. »

A Goldap, les échanges transfrontaliers ont apporté la première bonne nouvelle depuis la liquidation de la grande ferme d'Etat, unique employeur de la commune au temps du communisme. « Avec la fin de cette monoculture, le taux de chômage a culminé à 45 %, explique le maire, Marek Miros. En développant la route et le poste-frontière, en créant une zone franche et des infrastructures touristiques, nous l'avons déjà fait redescendre autour de 20 %. » Désormais, à Goldap, les Russes ne se contentent pas de rendre visite à Biedronka. Ils s'essaient au ski sur les seules pistes de la région ou s'adonnent au thermalisme, au bord du lac.

Cette présence prend toutefois un sens particulier depuis le début de la crise ukrainienne. Dans cette région sans racines, les déplacements de population du passé et les mouvements transfrontaliers du présent ont placé des Russes à proximité immédiate d'Ukrainiens et de Polonais très favorables au mouvement de Maidan. « Ici, on s'est tout de suite mobilisé

pour porter secours aux manifestants », dit Juliusz Krawiecki, le préteur uniate de Bartoszyce, issu d'une famille ukrainienne déportée lors de l'opération Vistule.

Pour l'heure, aucune tension avec des visiteurs russes n'a été signalée. « Ce qui nous inquiète, c'est la propagande des télévisions à Kaliningrad, dit le député Miron Sycz. Là-bas on explique qu'il ne faut plus aller en Pologne, que les Russes risquent de s'y faire casser leur voiture. Moscou n'a jamais aimé cet accord sur les petits mouvements frontaliers. C'est mauvais pour les affaires des oligarques qui vendent des marchandises hors de prix aux habitants de l'enclave. »

Moscou a d'ailleurs décidé récemment, en prétextant un risque sanitaire, d'interdire de rapporter de la viande porcine de l'Union européenne, mesure qui vise particulièrement la production polonaise. A la frontière de l'enclave, les douaniers polonais voient donc passer des voitures russes où les anciennes caches à cigarettes abritent désormais des saucisses. « Elles ont tellement plus de goût ici », soupire Vera, sur le parking du Biedronka de Goldap. ■

JÉRÔME FENOGLIO

Un proche de M. Copé essaie de faire barrage à Marine Le Pen dans le Nord-Ouest

Jérôme Lavrilleux, conseiller général de l'Aisne, mise sur son sens de l'organisation pour devancer la présidente du FN le 25 mai

Amiens
Envoyé spécial

Pas facile de passer de l'ombre à la lumière pour Jérôme Lavrilleux, le directeur de cabinet de Jean-François Copé. La voix est un peu hésitante, le sourire un peu forcé... « Je n'ai pas l'habitude de faire des discours donc je vous demande de faire preuve d'une cer-

taine mansuétude à mon égard », demande la tête de liste UMP dans le Nord-Ouest aux européennes. Sa mission : empêcher Marine Le Pen, qui porte la liste FN dans cette région, de l'emporter le 25 mai.

A priori, le duel est déséquilibré en termes de notoriété entre la chef de file de l'extrême droite et le conseiller général du canton de Saint-Quentin-Nord (Aisne) depuis

doze ans. Mais l'homme à tout faire de M. Copé, réputé pour sa capacité à aller au charbon, n'est pas du genre à partir perdant. « Tous ceux qui ont pronostiqué qu'on sera derrière le FN en seront pour leurs frais ! », affirme-t-il, le 13 mai, aux près de 200 personnes venues l'écouter lors d'un meeting à Dury, une commune au sud d'Amiens.

Jérôme Lavrilleux, 44 ans, mise

sur ses talents d'organisateur pour battre Marine Le Pen. Elaboration du programme, conception des tracts, quadrillage du terrain... Cet homme méticuleux n'a rien laissé au hasard afin de séduire les 6,5 millions d'électeurs de la circonscription. En campagne depuis près de six mois, il pense être en mesure de l'emporter grâce à une capacité de mobilisation supérieure à celle de son adversaire. « J'ai un avantage par rapport à elle : celui d'avoir 32 000 militants UMP dans ma région. Si chacun parvient à convaincre 19 personnes de voter pour moi, cela fait près de 700 000 voix et 30 % en ma faveur », explique-t-il, sûr de lui.

Pour persuader ses sympathisants de se rendre aux urnes, M. Lavrilleux les interpelle directement, par tous les moyens. Cibles stratégiques, les plus de 65 ans reçoivent à la fois des coups de fil et des courriers. De leur côté, les adhérents de l'UMP voient défiler sur leurs portables des SMS les appelant à redoubler leurs efforts. Le 1^{er} mai, ils ont tous lu le même message : « 25 mai, 25 jours, 25 voix = 1 voix par jour à convaincre pour gagner. J'ai besoin de vous. »

Le souci principal du bras droit de M. Copé reste de détourner les électeurs tentés de glisser un bulletin pour le parti frontiste. Il s'y emploie en attaquant la proposition du programme de M^{me} Le Pen la moins populaire dans l'opini-

on : la sortie de la zone euro.

Avec ses petites lunettes rectangulaires sur le nez et une barbe de trois jours, il expose les conséquences d'un rétablissement des frontières nationales : « Si la France quittait l'Europe, Yamaha - qui est le plus gros employeur de l'Aisne - délocaliserait sa production et on perdrait 800 emplois. Idem pour Airbus, l'un des plus gros employeurs de la Somme. » « Cela montre que le programme de Marine Le Pen est une véritable escroquerie », assène-t-il, en assurant qu'« une sortie de la zone euro ferait perdre aux Français 20 % à 30 % de pouvoir d'achat ».

« Il ne nous fait pas peur »

Le lieutenant de M. Copé n'oublie pas de porter la ligne de la « droite décomplexée », chère à son patron, pour contrer celle qu'il appelle « la représentante de la PME Le Pen ». Pour montrer sa fermeté, il affirme par exemple : « Les immigrés illégaux n'ont qu'une seule destinée : être reconduits dans leur pays d'origine. »

Au FN, on affirme ne pas craindre du tout M. Lavrilleux. « Il ne nous fait pas peur, c'est le moins que l'on puisse dire ! », rigole Nicolas Bay, secrétaire général adjoint du FN. Ce dernier, en quatrième position sur la liste de M^{me} Le Pen, juge le match déjà joué. Il prend le candidat UMP de haut, en se moquant de son manque de notoriété : « Notre

candidate est une figure nationale. En face, il n'y a rien. M. Lavrilleux est totalement inaudible et inconnu. S'il a une image, c'est la pire qui soit : celle d'un proche de Copé. » L'intéressé rappelle qu'il a été réélu à deux reprises aux cantonales, notamment en 2011, face au FN. « Cela montre qu'il y a de l'espoir », confie-t-il en souriant.

A l'UMP, peu misent sur sa victoire face à la tête de proue du Front national. « C'est un bon conseiller mais pas un bon candidat », tranche un ex-ministre. « C'est perdu d'avance et il le sait, selon un autre. Mais son enjeu n'est pas dans une hypothétique victoire. Ce qu'il veut, c'est être élu au Parlement européen, puis percer pour devenir ministre. »

Le sarkozyste Geoffroy Didier est l'un des rares à le juger capable de créer la surprise : « Il ne faut pas le sous-estimer. Jérôme est d'une efficacité redoutable car il sait très bien faire campagne. Son plus gros atout, c'est de n'avoir peur de rien. » « Il n'a rien à perdre, relativement un copéiste. Tout le monde pense qu'il va s'incliner donc s'il réussit à accrocher Marine Le Pen, c'est le jackpot pour lui ! » En cas de défaite, un filloniste entend faire porter le chapeau au numéro un du parti : « La défaite de Lavrilleux, ce sera celle de Copé, qui a poussé son protégé alors qu'il va se faire massacrer. » Verdict le 25 mai. ■

ALEXANDRE LEMARIÉ

OSP - CESSATIONS DE GARANTIE

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DECRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44

QBE FRANCE, sis Etoile Saint-Honoré - 21 Rue Balzac - 75406 Paris Cedex 08 (RCS Paris 414 108 708), succursale de QBE Insurance (Europe) Limited, Plantation Place dont le siège social est à 30 Fenchurch Street, London EC3M 3BD, fait savoir que, la garantie financière dont bénéficiait la :

ART IMMO 40 SARL
24 Boulevard Loucheur
40130 CAP BRETON
SIREN : 493 620 462

depuis le 9 février 2007 pour ses activités de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Etablissement garant sis Etoile Saint-Honoré - 21 Rue Balzac - 75406 Paris Cedex 08. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SARL ART IMMO 40.

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DECRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44

QBE FRANCE, sis Etoile Saint-Honoré - 21 Rue Balzac - 75406 Paris Cedex 08 (RCS Paris 414 108 708), succursale de QBE Insurance (Europe) Limited, Plantation Place dont le siège social est à 30 Fenchurch Street, London EC3M 3BD, fait savoir que, la garantie financière dont bénéficiait la :

CA-SA IMMOBILIER SARL
45 Bd Vincent Auriol - Centre Commercial Le Colibri - 31170 TOURNEFEUILLE
SIREN : 452 227 937

depuis le 26 février 2004 pour ses activités de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Etablissement garant sis Etoile Saint-Honoré - 21 Rue Balzac - 75406 Paris Cedex 08. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SARL CA-SA IMMOBILIER.

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DECRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44

QBE FRANCE, sis Etoile Saint-Honoré - 21 Rue Balzac - 75406 Paris Cedex 08 (RCS Paris 414 108 708), succursale de QBE Insurance (Europe) Limited, Plantation Place dont le siège social est à 30 Fenchurch Street, London EC3M 3BD, fait savoir que, la garantie financière dont bénéficiait :

S.M.B GESTION SARL
4 Avenue de l'Homme à la Fenêtre
13220 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES - SIREN : 494 915 754

depuis le 13 février 2008 pour ses activités de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLE ET FONDS DE COMMERCE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Etablissement garant sis Etoile Saint-Honoré - 21 Rue Balzac - 75406 Paris Cedex 08. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SARL S.M.B GESTION.